



## 1er-Mai : pour la paix, nos emplois, nos salaires et nos retraites

Le SNJ-CGT appelle les journalistes à participer en nombre aux manifestations et rassemblements du 1er-Mai. Plus de 250 rendez-vous sont répertoriés ([consulter la carte ici](#)).

Les organisations syndicales et de jeunesse (CGT, FSU, Solidaires, Union étudiante, Unef, Fage, USL) appellent à manifester « contre l'extrême droite, pour la paix, les libertés et la justice sociale ». Des revendications qui raisonnent particulièrement chez les journalistes.

Dans son propre appel, la CGT exige « le respect du droit international », notamment en Ukraine et en Palestine. Le 16 avril, le SNJ-CGT participait à un rassemblement à Paris et à Marseille pour dénoncer la mort de 200 journalistes palestiniens dans la bande de Gaza et le massacre de la population sous les bombardements de l'armée israélienne ([lire ici](#)).

« Racisme, antisémitisme, discriminations : partout le poison de la division progresse, instrumentalisé, voire organisé par l'extrême droite et les médias des milliardaires », écrit également la CGT. Le SNJ-CGT n'a de cesse de dénoncer les discours de haine, portés notamment par les médias de Vincent Bolloré (*JDD*, Europe 1, CNews...), réclamant en juillet 2024 à l'Arcom « le non-renouvellement des fréquences de CNews et C8 » ([lire ici](#)).

Le problème dépasse de loin les médias Bolloré. Récemment, le média d'extrême droite Frontières lançait un nouvel appel à la haine, en publiant une « cartographie de l'extrême gauche », désignant notamment à la vindicte de la fachosphère des journalistes, syndicalistes, politiques, associatifs...

La CGT appelle à « des augmentations de salaires bruts ». Ces derniers mois, plusieurs mobilisations ont eu lieu pour réclamer des hausses de salaires, mais aussi s'opposer à des restructurations synonymes de licenciements ou à un management toxique, dans des groupes de presse régionale comme Centre France (*La Montagne...*), Rossel (*Courrier picard, La Voix du Nord, L'Union...*) ou Ebra (*Républicain Lorrain, Est Républicain, Vosges Matin...*).

Autre bataille essentielle : celle contre le projet de loi de holding-fusion de l'Audiovisuel public. Si le texte a été retiré de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, la ministre de la Culture, Rachida Dati, n'a pas renoncé à l'inscrire à nouveau, avant l'été. Le SNJ-CGT a dit et répété que ce projet est

« dangereux à plusieurs égards: risque de perte d'indépendance, atteintes à la pluralité, réduction de l'offre de programmes et de la qualité des contenus » ([lire ici](#)).

Enfin, ce 1er-Mai est le moment ou jamais pour la CGT de rappeler son opposition à la retraite à 64 ans et de présenter ses « solutions pour financer les 15 milliards d'euros nécessaires pour gagner le retour aux 62 ans, étape vers les 60 ans : égalité salariale femmes-hommes, faire contribuer les dividendes des actionnaires, lutte contre la fraude patronale aux cotisations sociales, soumettre à cotisation les primes d'intéressement et de participation, hausse de 1% des cotisations dites patronales... »

Un tract « 4-pages » de la CGT détaille cet argumentaire ([à télécharger ici](#)).

Avec un taux important de précaires, une inégalité de salaire femmes-hommes aussi prégnante qu'ailleurs et des plans de licenciements réguliers, les effets délétères de la réforme des retraites de 2023 se feront grandement sentir chez les journalistes.

**Montreuil, le 29 avril 2025.**